

# Recul de l'emploi salarié dans le privé



**E**n 2016, 92 070 salariés en moyenne ont été déclarés par leurs employeurs auprès de la CAFAT, en baisse de 0,5 % par rapport à l'année dernière (soit 440 emplois de moins). Les effectifs salariés qui progressaient jusqu'alors, reculent pour la première fois, tirés à la baisse par un secteur privé en difficulté. Au cours de l'année écoulée, le ralentissement amorcé en fin d'année 2015, s'est accentué pour impacter l'ensemble de l'année. Toutefois, le niveau d'emploi reste supérieur à la barre des 92 000, atteint pour la première fois en 2015 après la création d'un millier d'emplois supplémentaires.

Ce résultat masque cependant une disparité entre les secteurs privé et public. La baisse annuelle résulte exclusivement du privé (-780 salariés par rapport à 2015), tandis que le public continue d'embaucher (+340).

## Le secteur privé touché

Le **secteur privé**, qui a porté la croissance de l'emploi jusqu'en 2011 est beaucoup moins créateur depuis. La période faste où les grands projets privés et publics se conjuguèrent à des cours mondiaux du nickel élevés, semble révolue. Ainsi en 2016, le privé déclare 65 880 emplois en moyenne, soit 1,2 % de moins qu'il y a un an. Le ralentissement impacte aussi les créations d'entreprises : 4 640 créations d'entreprises ont été déclarées au RIDET en 2016, soit 4,6 % de moins qu'il y a un an.

En 2016, l'indicateur du climat des affaires, issu de l'enquête d'opinion réalisée par l'IEOM auprès des chefs d'entreprises, est tombé à son plus bas niveau au cours du premier trimestre, et s'est redressé progressivement les trimestres suivants.

Par ailleurs, le nombre mensuel moyen de personnes indemnisées au chômage total en fin de mois progresse de +12,4 % en moyenne par rapport à l'année précédente, après avoir enregistré un léger repli un an plus tôt (-2,7 % en 2015).

De même, l'année 2016 est marquée par une augmentation de 35 % du nombre de conflits suivis par la direction du travail, par rapport à l'année précédente.

Dans ce contexte, la mise en place du Plan d'Urgence Local de Soutien à l'Emploi (PULSE), mi-septembre 2016, a pour objectif de maintenir et de préserver l'emploi. Dans ce cadre, la mesure d'extension du chômage partiel, révisant à la hausse le plafond d'heures indemnisables, permet d'atténuer cette phase difficile.

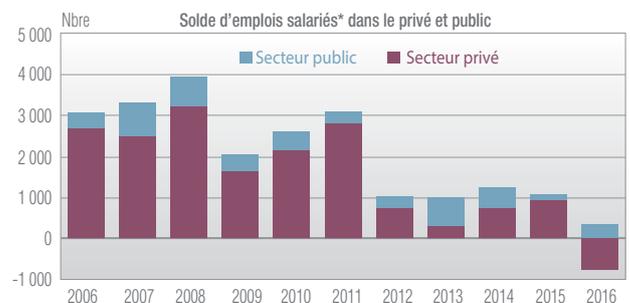
Ainsi au cours de l'année 2016, le recours au chômage partiel s'est nettement accru sur un an : trois fois plus de salariés et le nombre d'heures indemnisées au chômage partiel a presque doublé. Cette mesure permet aux entreprises de réduire temporairement la durée de travail hebdomadaire de certains salariés pour contenir le nombre de licenciements.

Parallèlement, les procédures de licenciements économiques diminuent sur la même période : 203 licenciements ont été recensés en 2016, soit 104 de moins qu'il y a un an, au sein de 49 entreprises (-22,2 % par rapport à 2015).

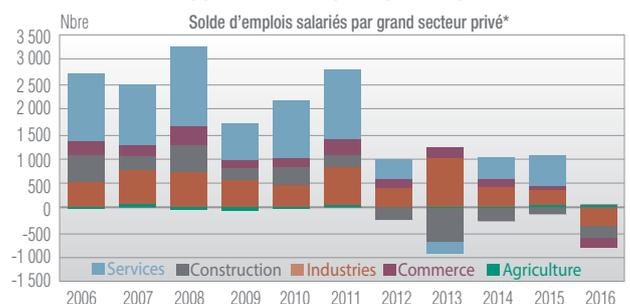
Par grands secteurs, les baisses d'effectifs salariés concernent en premier lieu la construction et l'industrie, secteurs qui enregistrent

**Sur un an, le solde d'emploi salarié global est négatif. En cause : le secteur privé déclare moins d'emplois qu'il y a un an. Par extension, la situation sur le marché du travail est morose.**

## Le privé perd des emplois



## L'industrie supprime des emplois pour la première fois



respectivement une diminution de 3,3 % et de 2,6 % par rapport à l'année précédente. Les difficultés du secteur nickel se répercutent en effet dans ces deux secteurs. Le commerce perd aussi des emplois (-1,8 %), alors que l'emploi salarié dans les services est quasiment stable sur un an. Seule l'agriculture affiche un solde d'emplois positif (+2,7 %).

## L'industrie perd des emplois pour la première année en 2016

Le nombre de salariés dans l'industrie diminue de 2,6 % soit de 380 salariés par rapport à 2015, alors que le secteur continuait à créer de l'emploi jusqu'en 2015. Cette baisse annule les créations d'emplois intervenues au cours de la dernière année, et le secteur rejoint en 2016 le niveau d'emploi de 2014.

Dans le détail, l'industrie manufacturière perd 250 salariés par rapport à 2015, l'industrie extractive en supprime 120, et la production d'eau, d'électricité et gestion des déchets, 40.

Dans l'industrie manufacturière, la baisse est particulièrement marquée dans la métallurgie. Elle résulte des efforts des opérateurs qui tentent de rationaliser leurs coûts de production et de limiter leurs déficits d'exploitation liés à la faiblesse des cours du nickel. Mais elle touche aussi les activités de réparation et d'installation de machines et d'équipements.

À l'inverse, les industries alimentaires créent de nouveaux emplois, essentiellement dans les activités de boulangeries – pâtisseries, et de transformation et conservation de produits de la mer.

Le ralentissement de l'activité industrielle conduit ainsi à des procédures de licenciement économique : 51 salariés au sein de 14 entreprises ont subi une procédure judiciaire, alors qu'aucun salarié n'avait été licencié dans ce secteur un an plus tôt.

## La construction continue de perdre des emplois

Avec 7 020 salariés déclarés en moyenne en 2016, le secteur de la **construction** continue de perdre des emplois (-3,3 % par rapport à l'année précédente, soit 240 salariés de moins). Les pertes d'emploi au cours de l'année 2016, se cumulent à celles enregistrées au cours des quatre dernières années. Le secteur renoue ainsi avec un niveau d'emplois proche de celui atteint dix ans auparavant. La phase des grands travaux qui avait boosté l'emploi dans la construction jusqu'en 2011 s'est achevée. Depuis, les effectifs se resserrent un peu plus chaque année.

En 2016, la diminution concerne d'abord la construction de bâtiments et la construction de travaux spécialisés, plus particulièrement les activités liées aux travaux de terrassement courants et aux travaux d'installation électrique dans tous les locaux.

Ce ralentissement impacte aussi les créations d'entreprises dans le secteur (-8,7 % par rapport à l'année précédente). De même, le nombre d'employeurs du secteur recule de 1,4 % par rapport à 2015. Les licenciements régressent néanmoins, le nombre de procédures de licenciement économique a été divisé par 3 entre 2015 et 2016 : 40 salariés ont subi une procédure de licenciements, contre 150 un an plus tôt.

Malgré ce climat morose, de nouveaux projets en cours ou programmés, comme notamment le centre hospitalier de Koné, le Néobus..., laissent espérer une possible reprise de l'activité du secteur.

## L'emploi dans les services hors commerce est stable

Dans les **services (hors commerce)**, le volume d'emplois salariés est globalement stable par rapport à l'année précédente.

Dans la santé humaine et l'action sociale, près de 170 emplois supplémentaires en moyenne ont été créés en un an. Cette hausse est particulièrement marquée dans les activités hospitalières, en lien notamment avec les nouveaux besoins liés à l'ouverture du Médipôle. La hausse des effectifs dans les activités liées à l'action sociale sans hébergement participe aussi à cette progression.

Dans les autres activités de service (+110 emplois sur un an), la hausse est tirée principalement par les activités d'accompagnement social et culturel.

Ces diverses hausses permettent de compenser des baisses, dont la principale est relevée dans le secteur des activités de services administratifs et de soutien qui ont perdu 180 emplois sur un an, principalement les agences de travail temporaire, en lien avec la diminution du recours à l'intérim en 2016.

Dans le secteur des transports et entreposage (-70 salariés), la baisse touche essentiellement le transport routier de fret et la maintenance portuaire.

Dans l'hébergement et la restauration enfin (-50 salariés), les activités d'hébergement perdent des emplois, en lien avec la nouvelle politique d'hébergement des agents et sous-traitants de l'usine du Nord.

Dans le **commerce**, 10 350 emplois ont été déclarés en moyenne sur l'année 2016, en baisse de 1,8 % par rapport à l'année précédente (-200 salariés).

Les réductions d'effectifs dans ce secteur sont restreintes à celles enregistrées au cours du 3<sup>e</sup> trimestre 2016, et sont la conséquence de reclassements d'entreprises dont l'activité principale est passée d'une activité de commerce vers une activité de service.

## Solde d'emploi positif dans l'agriculture

Dans l'**agriculture**, l'effectif salarié continue de progresser (+2,7 % sur un an) pour la deuxième année consécutive, après deux années de repli.

Ces emplois supplémentaires sont le fait du secteur aquacole, en lien avec l'augmentation de la production de crevettes en 2016, mais aussi de la culture de fruits tropicaux.

## Le secteur public continue de créer des emplois

L'emploi salarié dans le **secteur public** continue de progresser en 2016 (+1,3 % sur un an), mais à un rythme plus soutenu que l'année dernière (+0,6 % en 2015).

La hausse est portée d'abord par les fonctionnaires territoriaux (+200 emplois) et les contractuels (+110), en particulier dans les établissements publics locaux et les services provinciaux.

Les fonctionnaires d'État sont eux aussi plus nombreux qu'il y a un an (+30 emplois). Cette augmentation fait suite aux renforts annoncés par l'État, notamment pour des fonctions relevant des ministères de la Défense et de l'Intérieur.

## Le marché du travail reste tendu

En 2016, le nombre d'**employeurs** recule pour la troisième année consécutive (-0,9 % par rapport à 2015). Ainsi, ils sont 110 de moins qu'en 2015. Cette baisse est d'abord due aux ménages employeurs de gens de maison (deux tiers de la baisse globale). Toutefois, les secteurs économiques qui perdent des employeurs sont sans surprise ceux de la construction, du commerce et de l'industrie.

En parallèle, 7 840 **demandeurs d'emploi en fin de mois** (DEFM) ont été recensés par les services de placement, soit 690 personnes de plus qu'il y a un an. La demande d'emploi qui progresse depuis 2013 s'est fortement accentuée sur la dernière année, malgré la baisse des nouveaux inscrits (-4,5 % par rapport à 2015).

La hausse concerne plus particulièrement la construction, les services à la personne et à la collectivité, et le transport et la logistique.

Par ailleurs, l'**offre d'emploi** est moins dynamique : les nouvelles offres déposées continuent de baisser pour la deuxième année consécutive (-13,5 % sur un an). Par catégorie de métiers, la diminution touche principalement la construction, et dans une moindre mesure l'installation et la maintenance, l'industrie, et le transport et la logistique.

Par type de contrat, elle touche aussi bien les contrats à durée indéterminée que ceux à durée déterminée.

Evolution de l'emploi salarié\* par secteur d'activité

	Effectif		Variation	
	2015	2016	Nbre	%
<b>Emplois salariés par secteur</b>				
Secteur privé	66 658	65 880	-778	-1,2
Secteur public	25 848	26 186	338	1,3
<b>Total</b>	<b>92 506</b>	<b>92 066</b>	<b>-440</b>	<b>-0,5</b>
<b>Emplois salariés du secteur privé</b>				
Agriculture	1 709	1 755	46	2,7
Agriculture, sylviculture et pêche	1 709	1 755	46	2,7
Industries	14 535	14 158	-376	-2,6
Industries extractives	1 811	1 696	-116	-6,4
Industries manufacturières	11 089	10 840	-249	-2,2
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	753	776	24	3,1
Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	882	847	-35	-4,0
Construction	7 261	7 023	-238	-3,3
Services	10 547	10 352	-195	-1,8
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	32 606	32 592	-14	0,0
Transports et entreposage	4 165	4 092	-73	-1,7
Hébergement et restauration	4 613	4 568	-45	-1,0
Information et communication	1 033	1 075	42	4,1
Activités financières et d'assurance	2 378	2 417	39	1,7
Activités immobilières	655	672	17	2,5
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	2 382	2 346	-37	-1,5
Activités de services administratifs et de soutien	5 312	5 127	-184	-3,5
Administration publique	934	939	5	0,6
Enseignement	2 749	2 725	-25	-0,9
Santé humaine et action sociale	3 095	3 262	167	5,4
Arts, spectacles et activités récréatives	729	761	32	4,4
Autres activités de services	1 652	1 762	110	6,7
Services domestiques	2 884	2 821	-63	-2,2
Activités extra-territoriales	26	26	0	-1,3
<b>Total secteur privé</b>	<b>66 657</b>	<b>65 880</b>	<b>-777</b>	<b>-1,2</b>

\* Moyenne annuelle  
Source : CAFAT, ISEE

Unités : nbre, %

Chiffres clés

	Effectif		Variation	
	2015	2016	Nbre	%
<b>Emplois salariés par secteur</b>				
Secteur privé	66 658	65 880	-778	-1,2
Secteur public	25 848	26 186	338	1,3
<b>Total</b>	<b>92 506</b>	<b>92 066</b>	<b>-440</b>	<b>-0,5</b>
<b>Intérim</b>				
Salariés (équivalents temps plein)	1 942	1 706	-235	-12,1
Entreprises utilisatrices	476	454	-21	-4,5
<b>Licenciements économiques</b>				
Salariés licenciés	307	203	-104	-33,9
Entreprises concernées	63	49	-14	-22,2
<b>Chômage partiel</b>				
Salariés concernés	109	364	255	233,9
Entreprises concernées	20	24	4	20,0
Heures indemnisées	24 146	45 216	21 070	87,3
<b>Chômage total</b>				
Nombre moyen de chômeurs indemnisés chaque mois	2 304	2 589	286	12,4
Nombre moyen de jours indemnisés chaque mois	66 508	73 435	6 927	10,4
<b>Marché du travail</b>				
Nombre moyen de DEFM*	7 149	7 842	693	9,7
Nombre total de 1ères inscriptions au cours de l'année	5 978	5 708	-270	-4,5
Nombre moyen d'OEAFFM**	1 699	1 558	-141	-8,3
Nombre total de nouvelles offres d'emploi déposées au cours de l'année	8 244	7 133	-1 111	-13,5

\*DEFM : demandeurs d'emploi en fin de mois  
\*\*OEAFFM : offres d'emploi actives en fin de mois  
Sources : ISEE, CAFAT, DTE, IDCNC

Unités : nbre, %